



HAL
open science

Ben Gardane (Tunisie) : une place financière de la mondialisation des pauvres

Adrien Doron

► **To cite this version:**

Adrien Doron. Ben Gardane (Tunisie) : une place financière de la mondialisation des pauvres. Afrique(s) en Mouvement, 2022, 4 (1), pp.44-56. 10.3917/aem.004.0044 . hal-04130216

HAL Id: hal-04130216

<https://u-paris.hal.science/hal-04130216v1>

Submitted on 23 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Titre :

Ben Gardane (Tunisie) : une place financière de la mondialisation des pauvres

Adrien Doron

Maître de conférences en géographie. Université Paris Cité – UMR Géographie-cités

Résumé :

Ben Gardane est une localité modeste du sud de la Tunisie, sise à quelques kilomètres de la frontière tuniso-libyenne et située dans un territoire en situation de marginalité sociale, économique et spatiale. En tirant profit de l'agencement de circulations migratoires et marchandes, les acteurs locaux y ont développé des réseaux d'affaires aux échelles locale, régionale et mondiale, jusqu'à maîtriser l'une des principales voies de l'importation transnationale de marchandises en Tunisie.

Toutefois, ce qui distingue Ben Gardane d'autres places marchandes de la mondialisation discrète en Afrique, notamment les marchés frontaliers déjà très étudiés, est sa capacité à opérer et à organiser la circulation des devises.

L'article propose alors de questionner l'organisation de circulations financières, aussi omniprésentes et indispensables pour les opérations commerciales transnationales que particulièrement discrètes. Il s'agit, à partir de l'exemple tunisien de Ben Gardane de revenir sur les facteurs de l'émergence d'une activité financière à partir du développement du change transfrontalier informel, puis de présenter l'organisation du réseau financier et les opérations de transfert transnational de devises indispensables aux circulations des personnes et des marchandises.

Introduction : la place discrète des questions financières dans les études transnationales

Depuis la mise en évidence en contexte post-colonial d'une « mondialisation par le bas » (Portes, 1999 ; Tarrius, 2002) engendrée par des mouvements transnationaux de personnes et souvent caractérisée par des échanges commerciaux informels, les circulations migratoires et marchandes nord-africaines observées depuis les rives de la Méditerranée n'ont cessé de s'étendre. Elles se sont aussi professionnalisées et mondialisées, du « cabas » au « container » (Peraldi, 2001) au tournant des années 2000 et ce, par étapes, en direction des places marchandes chinoises de Guangzhou et plus encore Yiwu (Belguidoum, Pliez, 2015 et 2019). Connectant les populations à la consommation globalisée, ces chaînes d'approvisionnement *low cost* de produits *low tech* articulent des circulations transnationales de personnes, de marchandises, d'informations et de capitaux. Le rôle clé de l'expérience migratoire dans la structuration depuis l'Afrique de réseaux commerciaux transnationaux lui donne une place majeure depuis les recherches pionnières sur le sujet (Tarrius, 1995 ; Pérouse, 2007 ; Peraldi, 2007). La circulation des marchandises, notamment à travers le suivi et l'analyse de la circulation des objets a aussi été soulignée dans de nombreux travaux (Bava, 2001 ; Racaud, 2015, Choplin, Pliez, 2018).

En revanche, la question des circulations financières reste en suspens dans l'analyse de ces économies marchandes professionnalisées, cantonnées à divers degrés d'informalité selon les territoires et les cadres réglementaires traversés comme autant de segments s'agençant le long des routes commerciales. Ainsi, au sein du champ des études transnationales francophones, les analyses portent sur des routes, des lieux, des objets, des parcours d'entrepreneurs-migrants, mais il y est finalement très peu question d'argent. Les rares travaux qui abordent le sujet ont pu mettre en lumière les circulations financières dans le cadre post-colonial de l'économie migratoire des remises et d'une économie de bazar entre les deux rives de la Méditerranée (Mahmoud, 2002 ; Godefroy, 2002 ; Benbouzid, 1999 et 2003). Cependant, ce champ d'investigations n'a pas suivi l'extension, la professionnalisation et la mondialisation des réseaux marchands transnationaux depuis deux décennies. Or ce champ est aujourd'hui largement découplé des cadres migratoires post-coloniaux entre Suds et Nord. Cette extension des routes commerciales jusqu'à leur destination centrale actuelle chinoise a nécessairement été accompagnée par la complexification des réseaux permettant le change et la circulation transnationale des devises, indispensable à toute circulation marchande. Ce constat justifie l'actualisation des recherches sur ces circulations financières proposée ici, d'autant qu'un espace de réflexion reste ouvert parmi les approches dominantes sur le sujet.

Les axes de recherche contemporains portant sur les circulations financières transnationales combinent en effet plusieurs approches. La première s'intéresse à l'organisation des flux de remises et aux méthodes de transfert de fonds des émigrés, non plus seulement dans un cadre post-colonial nord-sud mais de plus en plus entre régions d'accueil et de départ des suds, notamment entre les États du Golfe et l'Asie du Sud. La seconde se préoccupe de l'espace national, sinon local, des circulations et des services financiers informels dans le cadre d'économies faiblement bancarisées, qu'il s'agisse de tontines, de microfinance (Lelart, 2006) ou de *mobile banking* (Ayimpam, Kahola, 2017). Enfin, la troisième envisage les circulations financières informelles sous l'angle du financement du terrorisme et des organisations criminelles transnationales à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Cette approche, très présente dans la littérature scientifique anglophone et dans les rapports d'experts des organisations internationales, a occupé la majeure partie des débats sur le sujet répondant ainsi à l'exigence de contrôle de ces flux émanant des pouvoirs publics.

Toutefois, ces circulations financières représentent « davantage qu'un instrument criminel »¹ comme le rappellent justement Malit, Al Awal et Naufal (2017) à propos du système de transfert de fonds de

1 D'après le titre original de l'article : *More than a criminal tool: the Hawala system's role as a critical remittance channel for low-income Pakistani migrants in Dubai.*

la *hawala*², largement décrié comme principal outil de financement du terrorisme. Parmi ces approches, le présent article répond à deux enjeux. D'une part, il s'agit de chercher à illustrer la dimension économique – ici commerciale – de ces circulations financières, au-delà d'un cadre d'analyse strictement migratoire ou sécuritaire. D'autre part, il s'agit d'envisager l'échelle transnationale de ces circulations économiques à partir du cas de la Tunisie.

En Tunisie, à l'image des économies marchandes transnationales nord-africaines, l'approvisionnement des marchés en produits mondialisés s'est progressivement structuré à partir de circulations migratoires et marchandes, transméditerranéennes et transfrontalières dans la décennie 1980. Ces dernières s'ouvrent à de nouvelles opportunités marchandes dans la décennie 1990 – à Istanbul et Dubaï en particulier –, puis les commerçants atteignent la Chine au tournant des années 2000. Cependant, et en dépit de la forte demande en produits de consommation du quotidien sur les marchés, le maintien de barrières douanières élevées impose à ces flux le recours à des dispositifs de contournement permettant de maintenir des prix attractifs : un dispositif portuaire mêlant acteurs marchands, agents de l'État et hommes d'affaires positionnés à l'interface des mondes économiques et politiques ; ainsi que deux dispositifs frontaliers terrestres, l'un tuniso-libyen, l'autre tuniso-algérien, assurant grâce aux savoir-faire contrebandiers anciens la pénétration des marchandises en Tunisie (Doron, 2018 et 2021). La palette des stratégies déployées par les acteurs, de la fraude à la contrebande, en associant diverses formes d'intéressement, sinon de corruption petite ou grande d'agents de l'État, provoque alors un basculement de ces flux dans la sphère de l'informalité du point de vue de l'État, pourtant impliqué (Bennafla, 2014). Ajoutons ensuite que ces barrières à l'importation sont très réduites dans les pays voisins. L'échec de l'intégration économique et de l'harmonisation tarifaire régionales (Labaronne, 2013) a entretenu des différentiels frontaliers conséquents avec l'Algérie et la Libye (Ayadi *et al.*, 2014) et rendu attractives les marchandises importées sans surcoût via ces pays.

Il ne s'agit cependant pas de réduire l'efficacité de ces routes marchandes à leur seule capacité à assurer la circulation des marchandises. Cela n'est que la partie aval du *business* qui nécessite en amont pour les importateurs d'être en capacité de payer leurs fournisseurs et donc d'être en mesure de transférer et de changer d'importantes sommes d'argent. Or, les importateurs contournant les barrières douanières ne peuvent pas solliciter d'autorisation officielle d'export de devises et doivent se contenter de l'allocation touristique de 6 000 dinars tunisiens (TND) par an, somme largement en-deçà des dizaines de milliers de dinars nécessaires à l'approvisionnement sur les places marchandes globales³. L'objectif est donc de pouvoir transférer un capital à l'étranger sans avoir à utiliser un compte tunisien repérable ni à les transporter en liquide mais aussi de pouvoir changer ce capital en euro et surtout en dollar, indispensable devise des échanges sur les places marchandes globales, pourtant rare dans le pays. C'est un défi à relever que partagent nombre de commerçants transnationaux sur tout le continent africain et au-delà. Malgré les obstacles, un lieu en Tunisie concentre des acteurs capables d'assurer ces deux services financiers combinés grâce à un réseau transnational à la fois complexe et performant : la bourgade frontalière de Ben Gardane. À partir de

2 La *hawala* désigne un réseau informel de transferts de fonds d'un lieu à un autre par le biais de courtiers. Le système, reoésent des jeux de créances et de dettes entre ces courtiers. F fons ér des relations de confiance, le système ne ne dant toujours nécessaire le déplacement physique d'espèces. Ainsi, l'usager peut déposer une somme au courtier A au lieu de départ puis récupérer la valeur de son dépôt auprès du courtier B au lieu d'arrivée. Le courtier B devient alors le créancier du courtier A qui remboursera sa dette sur une opération commerciale ou financière ultérieure et dans l'autre sens. Initialement, ce type de système informel de transfert de fonds permettait de sécuriser les transports de fonds le long de routes commerciales peu sûres tel que les Routes de la Soie. Il perdue sous diverses dénomination depuis le monde arabo-musulman jusqu'en Asie du Sud et de l'Est (El Qorchi, 2002).

3 Il faut ajouter à la faiblesse de cette somme le poids de la dépréciation continue du dinar tunisien qui ne cesse de s'accroître. Ainsi, depuis 2011, la monnaie tunisienne a perdu plus du tiers de sa valeur par rapport aux devises internationales tel que l'euro ou le dollar (source : www.xe.com).

l'analyse de cette centralité marchande et financière transnationale, l'article propose de questionner les modalités de l'émergence et de la structuration d'une telle centralité dans un espace de marginalité sociale et spatiale en Tunisie (Doron, 2020), mais aussi celles de l'organisation et de l'efficacité de services financiers particulièrement opaques.

Après avoir précisé l'outillage méthodologique permettant de s'emparer d'un objet particulièrement difficile à saisir (I), l'article développe dans un premier temps les conditions de la structuration d'une activité financière à Ben Gardane (II). Ce processus débouche sur une organisation sociale et spatiale hiérarchisée de la place financière (III) permettant le déploiement des services financiers qui articulent collecte, change et transfert de devises (IV). L'approche géographique de cette mondialisation financière discrète souligne enfin un rapport à l'espace original : réticulaire, indéfini et décentralisé (V).

Le défi méthodologique des circulations financières discrètes

Témoignage de l'angle mort des circulations financières dans les questionnements portant sur les économies marchandes transnationales, le sujet n'avait pas été envisagé dans les premiers temps de ma recherche doctorale menée en Tunisie sur les réseaux d'approvisionnement des marchés tunisiens entre 2012 et 2018 et sur laquelle s'appuie empiriquement le propos. L'opportunité d'investiguer les circulations financières est venue du terrain, lors d'un premier trajet en 2013 vers la localité frontalière de Ben Gardane, principale centralité du « commerce parallèle »⁴ en Tunisie. J'accompagnais alors K., jeune commerçant de Gabès parti s'approvisionner auprès des grossistes de Ben Gardane. Alors que nous discutons de mes recherches en Tunisie, ce dernier fut stupéfait que je puisse travailler ce sujet sans être capable de comprendre les circulations financières : « *Le plus important, c'est le change ! Sans la devise, il n'y a rien* »⁵.

En s'intéressant à ces activités financières, il faut souligner qu'elles ne sont pas totalement invisibles. Lors des passages récurrents à Tunis à la jonction de l'avenue de France et de Bab Bahr – principale entrée orientale de la médina – j'avais pu observer des hommes interpeller discrètement les passants, touristes et étrangers en chuchotant « *sarf, sarf*⁶ ? ». C'est toutefois dans la Jeffara tunisienne, au sud-est du pays, que le change informel devint visible au bord des routes, d'abord sous la forme du mot peint en blanc sur les murs, sur des panneaux accolés aux commerces ou sur les bidons d'essence de kiosques de revente informelle de carburant (fig. 1, cliché a), puis de petits comptoirs bleu ciel improvisés et enfin sur les comptoirs bleus des agences de change informel numérotées le long de « *cheraa sarf* », l'avenue du change de Ben Gardane (fig. 1, clichés b et c).

Mais à l'instar de la finance mondialisée, l'information est rare, parcellaire, peu accessible, opaque. Seules les opérations de change les plus banales se laissent apercevoir tandis que les services financiers et les transferts de devises restent cachés. Le sujet n'est pas aisé à travailler à la fois à partir de champs disciplinaires qui s'intéressent davantage aux dimensions sociales, spatiales, politiques et culturelles de l'échange qu'aux dimensions plus strictement économiques et financières, mais aussi face au défi méthodologique que représentent des circulations plus discrètes et plus difficilement repérables et accessibles que celles des marchandises. Sur le terrain, les rencontres d'acteurs de la place financière sont déterminantes pour entrevoir le fonctionnement de ces activités. Il s'agit d'abord de M. et C., deux grossistes de devises ou *sarafas* rencontrés par les

4 Terme générique désignant le secteur marchand informel en Tunisie.

5 Entretien, printemps 2013, Gabès. K. fait les navettes entre Gabès et Ben Gardane où il s'approvisionne. Diplômé en ingénierie mais sans perspective d'emploi, il a ouvert un point de vente dans le garage familial.

6 *Sarf* (صرف): le terme désigne à la fois le change et l'activité financière de transfert de devises.

hasards provoqués par une fréquentation assidue et élargie du terrain en 2014. Le premier, à défaut de perspectives professionnelles, a commencé à effectuer de petites opérations de change et à apprendre le métier avant de développer sa propre activité de *sarafa* en 2014, à un peu plus de 30 ans. Le second est un professeur du secondaire ayant débuté le change comme activité annexe. Il est aujourd'hui un *sarafa* de moyenne importance, mais respecté et reconnu de part ses diplômes universitaires. L'un et l'autre se sont montrés motivés à l'idée de contribuer à une enquête universitaire, étant tous deux diplômés d'une maîtrise en sciences sociales, ouverts à des visites renouvelées, à l'entretien biographique et à l'observation ethnographique. À mesure que le fonctionnement de la place financière se dévoilait, de nouvelles questions plus précises émergeaient et pouvaient trouver leur réponse mais aussi parfois leurs limites, que la relation de confiance établie permettait d'exprimer simplement. Cette approche a permis d'identifier les « trous » dans les explications tout en évitant à la fois le malaise des enquêtés ou une altération du récit. La triangulation des données, nécessaire du fait de l'impossibilité de multiplier les enquêtés mais aussi des questions laissées sans réponse, a pu être menée dans le cadre des enquêtes réalisées à Tunis auprès d'importateurs mobilisant les services de la place financière de Ben Gardane. L'un d'eux en particulier, avait en sus une expérience de *trader*⁷ à Hong-Kong, Shenzhen puis Yiwu jusqu'en 2006 et pouvait donc compléter la compréhension des circulations financières à leur point d'arrivée. Enfin, la bibliographie a permis de recouper les données construites sur le terrain. Il s'agit en particulier des travaux de Rafah Tabib (2011) et de Hamza Meddeb (2012) qui abordent dans leurs thèses l'organisation locale et l'économie politique des activités de Ben Gardane, de Mohamed Benbouzid (1999) qui analyse le déploiement de réseaux financiers informels entre la France et l'Algérie, et plus récemment de Ka Kin Cheuk (2021) qui livre une précieuse étude sur les circulations financières entre Dubaï et la Chine. De manière plus générale, Michel Lelart (2002) livre trois constats essentiels sur le sujet : l'extrême diversité des pratiques financières informelles, les formes originales sinon sophistiquées de ces activités qui développent de véritables produits financiers et, enfin, l'efficacité du secteur financier informel structuré par des réseaux interpersonnels. Les activités des *sarafas* de Ben Gardane illustrent parfaitement cette analyse.

Ben Gardane : structuration au contact de la Libye d'une place financière transnationale

Pour présenter ces activités financières, il convient d'en rappeler les facteurs d'émergence, entre limites du secteur financier public et capacités d'innovation du secteur informel.

Leur origine remonte au début des années 1980 avec le change des salaires des émigrés tunisiens en Libye à leur retour au pays. Ces travailleurs émigrés, pour la plupart clandestins dans un contexte de tensions et d'interruption des relations tuniso-libyennes, doivent alors contourner l'obstacle que représente l'inconvertibilité du dinar libyen (LYD). À Ben Gardane, un petit nombre de pionniers se lance dans le change clandestin en rachetant la devise libyenne aux émigrés. Les dinars libyens sont ensuite utilisés essentiellement dans les opérations d'achat réalisées en Libye par les réseaux de contrebande. La Libye, État rentier des hydrocarbures, est alors le cœur d'un vaste réseau de circulations migratoires et marchandes. Le pays accueille massivement les travailleurs des pays riverains dans des pans entiers de l'économie délaissés par les locaux et subventionne la consommation d'une large gamme de produits dont l'export illégal devient une source intéressante de revenus pour les personnes qui circulent (Chevrillon-Guibert, 2007 ; Doron, 2017). Le segment transfrontalier tuniso-libyen le long de ces routes migratoires et d'échange est alors solidement

7 Terme générique utilisé par les commerçants transnationaux pour désigner les intermédiaires assurant l'interface entre les commerçants et leurs fournisseurs à l'étranger. Un *trader* propose une palette élargie de prestations (transit, dédouanement, interprétariat, transfert de fonds) à ses clients et représente un indispensable relais dans les comptoirs marchands transnationaux.

structuré sur une base tribale ancienne. Née d'une alliance anticoloniale au début du vingtième siècle, la coopération des tribus rivales semi-nomades des Touazines (Ben Gardane) et des Nouayels libyens s'est fondée sur la valorisation de leurs savoir-circuler face aux logiques de contrôle et de fermeture développées par les États tunisien et libyen (Tabib, 2011 ; Doron, 2015).

Avec l'ouverture de la frontière et la normalisation des relations tuniso-libyennes à partir de 1987, l'activité de change prend de l'ampleur. Confidentielle à l'origine, elle se développe à mesure que les circulations transfrontalières explosent. Quasiment nulles en 1987, les circulations comptabilisées au poste frontalier de Ras Jdir, à une trentaine de kilomètres de Ben Gardane, ont représenté dans les deux sens 3,2 millions de mouvements dès 1988 et jusqu'à 4,9 millions en 1991. Le poste frontalier de Ras Jdir devient alors la première porte d'accès terrestre de la Tunisie en concentrant à lui seul 71,5 % des entrées de personnes (Boubakri, 2006). Ainsi, le long de la route nationale qui traverse le centre-ville de Ben Gardane, les cambistes installent des bureaux de change bien visibles que l'on peut apercevoir aujourd'hui et dont l'activité prospère. Elle repose sur le double sens des flux transfrontaliers. Les Libyens se rendent en Tunisie pour le tourisme, pour les cliniques privées ou encore, pendant la période d'embargo de 1992 à 1999, pour les vols internationaux. Les Tunisiens travaillent en Libye et, de plus en plus professionnellement, y achètent les marchandises subventionnées ou très peu taxées.

Cette activité de change bien développée à partir de la décennie 1990 accompagne la mondialisation des activités commerciales, phénomène qui concerne tout le Maghreb. En effet, les commerçants tunisiens qui cherchent à importer depuis les marchés étrangers font face aux restrictions imposées à l'export des devises nationales. Cet obstacle n'est pas nouveau. Il est contourné par les navetteurs maghrébins qui se rendent dans les places marchandes méditerranéennes comme Marseille à la même période (Tarius, 2002). Le change se pratique alors entre les nationaux et les émigrés en profitant des circulations des personnes entre les deux rives de la Méditerranée : « touristes » et retraités de retour au pays pendant l'été pour les premiers ou définitivement pour les seconds, navetteurs et autres porteurs de cabas dans les deux sens. Comme pour les Algériens de Saint-Étienne (Benbouzid, 1999), cet aspect des flux financiers, opéré dans un cadre postcolonial entre les deux rives de la Méditerranée par des réseaux communautaires manipulant les deux devises, est désormais bien connu.

Ce type de flux est très marginal à Ben Gardane car les locaux entretiennent peu de relations transméditerranéennes et de liens avec des communautés émigrées. C'est l'économie transfrontalière qui prime, et seule la Libye – ou au mieux Tunis – a réellement offert une destination d'émigration à la Jeffara tunisienne. Pour autant, le réseau de change de Ben Gardane prend une dimension supplémentaire en associant au change le transfert international de devises. Autrement dit, il n'est plus seulement question de changer les devises pour celles et ceux qui traversent la frontière, mais de permettre aussi l'export et le change de somme plus importante et vers des destinations plus lointaines. À partir d'une activité de change déjà étoffée, les *sarafas* de Ben Gardane saisissent les opportunités offertes par la libéralisation du commerce en Libye et la mondialisation rapide des grossistes et importateurs libyens à la fin de l'embargo. La Libye n'est plus seulement un marché d'approvisionnement en marchandises subventionnées. Elle devient une véritable porte permettant de se connecter à la mondialisation commerciale et financière. Cette conjoncture favorable est renforcée par la forte demande en devises qui émane de Tunis et des importateurs de tout le pays qui cherchent à accéder aux places marchandes asiatiques au tournant des années 2000. Les Libyens fournissent les relais financiers en Libye, les Tunisiens composent la clientèle des services financiers. Cette activité s'organise selon une hiérarchie sociale bien établie qui s'inscrit aussi dans le paysage.

Acteurs et lieux d'une activité financière hiérarchisée

À Ben Gardane, deux types d'acteurs sont en mesure d'offrir un service de change et de transfert de devises. Ils se différencient par leur capital de départ dont dépend leur capacité à changer des volumes plus ou moins importants et par leurs relations qui déterminent les destinations possibles pour le transfert de devises.

Les grands *sarafas* sont les financiers les plus importants. Ils sont les acteurs les plus anciens et les plus puissants en termes de sommes manipulées et d'influence sur les autres acteurs. Rafah Tabib (2011) a d'ailleurs bien décrit leur rôle qui dépasse largement le change et le transfert de devises. Personnalités fondatrices de la place marchande, à la tête de sa hiérarchie économique et tribale au moins jusqu'en 2011, ces derniers garantissent entre autres les contrats commerciaux ou pratiquent le prêt bancaire pour financer les opérations commerciales. Selon M. qui se lance alors à son compte en 2014 après avoir été employé par l'un de ces grands *sarafas*, ils sont cinq ou six à disposer d'un capital se chiffrant en millions de dinars tunisiens. Ces derniers disposent de plusieurs centaines de relations leur permettant de transférer des devises sur tous les continents. Ils décident quotidiennement du prix des devises qui s'applique au reste des acteurs financiers de Ben Gardane, en fonction des cours mondiaux du dollar ou de l'euro. Leur compétence est à ce point reconnue que le Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie consulterait régulièrement, sinon quotidiennement, les taux pratiqués à Ben Gardane⁸. Cette anecdote renvoie au statut singulier de la marge frontalière au regard de la législation nationale. En effet, la région frontalière tuniso-libyenne, plus que toute autre en Tunisie, a été l'objet privilégié de la pratique d'illégalismes de la part de l'État tunisien, depuis la négociation du laisser-faire par les grands *sarafas* sous la présidence Ben Ali. Ben Gardane est la seule localité du pays où la présence et la visibilité des activités financières sont tolérées. En dépit des aléas économiques et politiques et de la pression sécuritaire sur les régions frontalières, le laisser-faire s'est maintenu dans la décennie post-révolution. Malgré cette continuité depuis 2011, l'organisation de l'activité financière n'a toutefois pas échappé à quelques changements. En effet, les grands *sarafas* sont concurrencés par des grossistes de devises de bien moindre importance mais plus nombreux.

Les *sarafas* moyens, qui sont un peu plus d'une vingtaine, ont un capital généralement compris entre 30 000 et 100 000 dinars tunisiens. Leurs réseaux de relations sont moins étoffés que ceux des grands *sarafas*. Ils desservent toutefois les principales places marchandes : Istanbul et Yiwu. Ces *sarafas* sont plus jeunes. Il peut s'agir de parents des grands *sarafas* auxquels ces derniers – âgés et qui commencent à passer la main – ont fourni un capital de départ en échange d'une part des bénéfices. Les autres ont été financés par les grossistes locaux de marchandises qui ont cherché à s'émanciper du monopole des grands *sarafas* en contribuant collectivement au capital de départ d'un *sarafa* qui les rétribue en fonction de la part qu'ils ont investie dans cette entreprise financière. M. est justement l'un de ces nouveaux acteurs.

Plus ou moins importants, ces *sarafas* qui se désignent eux-mêmes comme des grossistes de devises se concentrent au centre de Ben Gardane, dans un espace mal défini mais reconnu comme la *Rahba* des *sarafas* – l'espace des cambistes –, sorte de Wall Street de la Jeffara tunisienne au sens de la symbolique d'un centre financier décisionnel au périmètre pourtant mal défini. Il faut dire que les établissements financiers sont particulièrement discrets à l'image des constructions locales les plus modestes : quatre murs blancs et une porte métallique bleue (fig. 1, cliché d). À l'intérieur, une pièce carrelée équipée d'un comptoir sommaire pour accueillir les clients et une pièce attenante pour le comptage des billets. Éventuellement, un vieux téléviseur pour suivre les informations boursières en continu complète l'ensemble, bien qu'en réalité le seul équipement essentiel d'un *sarafa* soit son téléphone mobile qui lui permet d'activer son réseau de relations.

8 Cf. Magazine [Leaders](#), article du 13/12/2015 [en ligne].

Fig. 1 : Les marqueurs de l'activité financière informelle dans le paysage de la Jeffara tunisienne (photographies). Source : A. Doron 2013 (a, b, c) et 2014 (d). eur

- a- "Sarf" écrit sur une station essence informelle
- b- Comptoir bleu "sarf" d'un magasin du souk Zokra
- c- Bureaux numérotés "sheraa sarf", « l'avenue du change »
- d- *Rahba des sarafas*



En-deçà de ces acteurs capables d'assurer le transfert international et le change des capitaux des marchands transnationaux, des acteurs plus modestes se limitent à l'activité informelle de change de devises. Le change peut être pratiqué à titre d'activité principale, dans un lieu idoine tel que les bureaux numérotés du centre-ville de Ben Gardane (fig. 1, cliché c), ou secondaire, fréquemment dans le cadre d'une autre activité commerciale (fig. 1, clichés a et b). Certains cambistes sont indépendants, d'autre directement employés par les *sarafas* pour assurer une activité ininterrompue, de jour comme de nuit comme c'était encore le cas pour M. lors de notre première rencontre en 2014. Concentrée dans la région frontalière à Ben Gardane même et en bordure des axes routiers menant en Libye, cette activité constitue la part visible du système financier informel. En plus du marqueur paysager que constitue le mot peint sur les bureaux de change plus ou moins improvisés, les cambistes agitent ostensiblement des liasses de billets au passage des véhicules, notamment libyens. Ce geste banal témoigne de l'originalité du lieu et de l'ancrage local puissant de cette

activité. Les devises accumulées par le change pratiqué en bord de route sont ensuite revendues aux *sarafas*, permettant ainsi la collecte des sommes nécessaires aux opérations commerciales transnationales. C'est cette articulation d'activités et d'échelles qui assure l'efficacité de la place financière et son succès auprès des commerçants transnationaux.

L'organisation des services financiers : collecter, changer puis transférer les devises

Le service de change et de transfert de devise offert par les *sarafas* aux commerçants transnationaux tunisiens se décline en deux phases.

La première combine la collecte de devises et le change. À l'échelle de la région frontalière d'abord, les *sarafas* achètent les devises excédentaires aux cambistes de bord de route, qu'il s'agisse de dinars tunisiens ou libyens. Les cambistes locaux, en particulier ceux des stands bleus numérotés de « l'avenue du change » au centre de Ben Gardane, et plus largement tout commerçant pratiquant cette activité à la marge de Ben Gardane jusqu'à Médenine, changent les devises des voyageurs tunisiens et surtout libyens qui traversent la frontière. Après avoir acheté la devise aux cambistes avec une marge bénéficiaire d'un pour cent, les *sarafas* revendent les dinars libyens aux grossistes de marchandises de Ben Gardane qui les utilisent en quantité pour payer leurs fournisseurs libyens. Ils peuvent aussi être transférés en Libye auprès de partenaires financiers en remboursement d'une dette ou pour s'assurer une créance dans la perspective d'opérations financières ou commerciales ultérieures. Quant aux dinars tunisiens, ils sont utilisés pour l'achat de devises internationales comme l'euro et, dans une moindre mesure, le dollar⁹. La capacité d'achat de devises internationales par les *sarafas* de Ben Gardane repose sur l'offre d'un taux de change plus avantageux que celui des banques. Ainsi, les devises des touristes européens récoltées dans tout le pays par des hôteliers ou des commerçants sont rachetées à Ben Gardane. Il en va de même pour les euros des émigrés de retour en Tunisie. Une pratique courante est aussi le change de l'autorisation touristique d'export de devise dont bénéficient les Tunisiens chaque année. Les 6 000 dinars autorisés peuvent être changés en banque par tout un chacun dans n'importe quelle devise. La somme est ensuite revendue avec un bénéfice aux *sarafas* de Ben Gardane. Ces opérations accumulées permettent aux *sarafas* de Ben Gardane de concentrer des quantités importantes de dollars ou d'euros, impossibles à chiffrer, mais que l'on peut estimer à plusieurs dizaines de millions sans trop de risques. En témoignent, lors d'une visite à la *Rahba* en compagnie de C., *sarafa* expérimenté, ces dizaines de liasses de 25 000 euros en billets de 500, déposées nonchalamment sur le vieux comptoir en bois d'une petite pièce sommaire éclairée par un néon¹⁰. Les quantités de devises sont importantes mais l'attitude des acteurs de la place financière qui les manipulent quotidiennement et banalement rappelle qu'il s'agit d'une marchandise presque comme une autre¹¹.

9 Étant donné la proximité de l'Europe et la fréquence des relations transméditerranéennes, l'Euro est la devise internationale la plus accessible. Les euros permettent une première étape de l'internationalisation des opérations financières avant d'être à leur tour changés en dollars, devise des opérations financières commerciales sur les places marchandes globales tel que Dubaï ou Yiwu.

10 Mon étonnement provoqua d'ailleurs l'amusement des *sarafas* présents lorsque je leur confiais n'avoir jamais vu un billet de 500 euros auparavant. Cette scène a eu lieu en novembre 2014. Et je n'ai été autorisé qu'à photographier le billet en question ainsi qu'un autre billet de 50 dollars.

11 En juin 2014, j'avais déjà pu constater la banalité de ce rapport aux devises. Ainsi, lors d'une pause dans un entretien avec M. réalisé dans son bureau de change de la *Rahba*, j'attendais seul mon interlocuteur derrière le comptoir en prenant des notes sur l'échange qui précédait. Pendant ce temps, les deux neveux de M. étaient dans la petite pièce juste derrière, assis par terre de part et d'autre d'un tas de billets qu'ils s'affairaient à compter dans un bruit incessant de papier froissé, livrant à l'observateur un contraste saisissant entre cet amoncellement cinématographique de billets de banque et la grande simplicité du lieu et de l'opération.

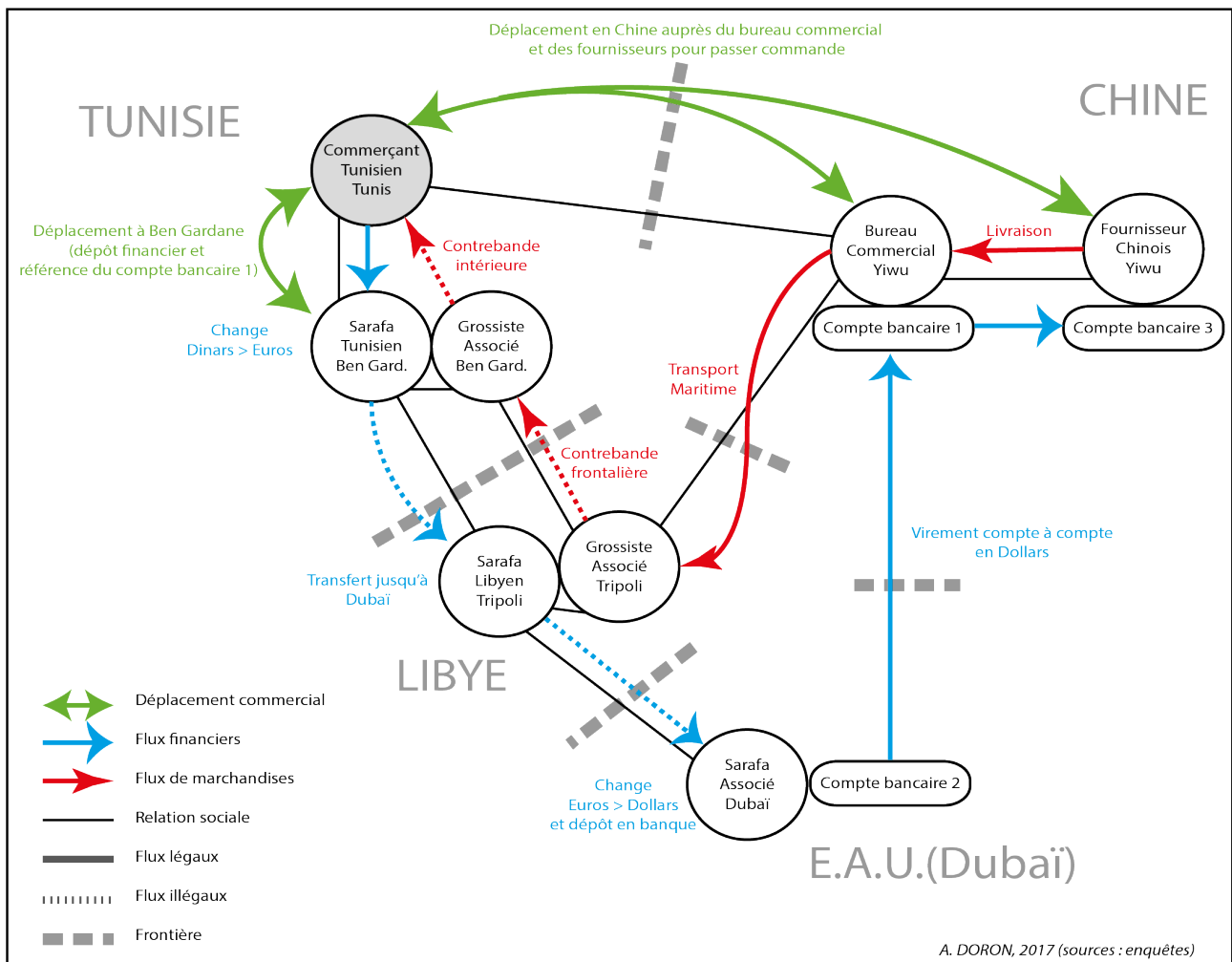
La seconde phase, la plus complexe, est le transfert des devises des commerçants transnationaux vers les places marchandes globales. Du point de vue des commerçants, l'opération consiste à déposer la somme désirée auprès d'un *sarafa* et de repartir avec les coordonnées d'un contact dans la place marchande de destination – Yiwu par exemple – auprès duquel il pourra récupérer en dollars la valeur de son dépôt initial. L'opération n'est garantie que par la confiance établie entre tous les acteurs. Pour des importateurs tunisois peu familiers du système, le recours au contournement tuniso-libyen opéré depuis Ben Gardane est source d'inquiétude comme ce fut le cas pour R. en 2012 : « *Imagine, je suis allé à Ben Gardane avec l'équivalent en dinars de 100 000 dollars. J'ai déposé l'argent et le numéro de compte de mon bureau commercial à Yiwu et puis je suis reparti avec le numéro de téléphone du sarafa*¹²... sans contrat, sans rien ! ». Ensuite R. est parti à Yiwu effectuer sa commande. L'argent avait été transféré, en dollars, sur le compte de son *trader*, chargé de régler sa commande aux fournisseurs chinois et d'organiser l'expédition de la marchandise à un grossiste de Tripoli. Ensuite, R. est rentré à Tunis et a attendu que lui soit livrée sa commande quatre mois plus tard. Cette durée correspond au temps moyen d'acheminement d'une commande par voie maritime. En Chine, c'est son *trader* qui finalise le règlement au fournisseur sans que R. précise si et dans quelle proportion le paiement est effectué à la livraison. Entre les deux, le transfert financier active un réseau et une chaîne d'opérations complexes aux multiples combinaisons possibles (fig. 2). Le point commun à toutes les opérations de transfert est le transit par la Libye. À l'instar des approvisionnements en marchandises via le port de Tripoli, la Libye représente l'ouverture au monde pour les flux financiers qui émanent de Ben Gardane. Les intermédiaires libyens sont donc indispensables aux *sarafas* de Ben Gardane car ils bénéficient de grandes facilités pour l'export de devises.

Fig. 2 : Aperçu du dispositif de transfert de marchandises et de devises via Ben Gardane

Le graphe ci-dessous présente de manière schématique l'organisation du transfert de devises et de marchandises opéré depuis Ben Gardane pour le compte d'importateurs tunisois. Cette illustration s'appuie sur le récit de R. à Tunis d'une part et de M.13, un jeune *sarafa* installé depuis mars 2014. Le graphe se lit à partir du commerçant tunisois. Opéré depuis Ben Gardane, ce réseau n'en est pas moins décentralisé. Autrement dit, chaque acteur opère son segment en relation avec les acteurs connexes, mais aucun ne maîtrise l'ensemble du réseau. Le *sarafa* de Ben Gardane représente alors une entrée dans le réseau.

12 R. dispose déjà d'une bonne connaissance de la place marchande de Yiwu et exige que la somme arrive auprès de son agent commercial (*trader*). Mais dans d'autres cas, le *sarafa* de Ben Gardane peut mettre en relation le commerçant avec un *trader*.

13 Enetien, *Rahba des sarafas*, Ben Gardane, printemps 2014.



Pour réaliser ce transfert financier, deux options sont possibles. La première option consiste en un export d'euros en liquide. Les billets de 500 euros sont donc particulièrement intéressants car ils permettent de transférer une valeur importante pour un volume limité de billets. Par un ou plusieurs intermédiaires, la somme est transportée jusqu'à Dubaï où le formel et l'informel – cette description suffisant à invalider ces catégories – s'imbriquent. La grande souplesse des banques de l'émirat permet en effet à cette somme d'y être changée et déposée en dollars sur un compte sans problème. Elle intègre alors les circuits financiers classiques en étant envoyée par virement sur le compte du contact donné au commerçant initial. Il suffit d'un appel téléphonique pour passer les ordres de transfert à tel ou tel commerçant. Cette chaîne de transfert impose au minimum que le *sarafa* de Ben Gardane dispose de relais en Libye, à Dubaï et en Chine. Mais l'opération peut aussi être décentralisée et le *sarafa* peut simplement transmettre la somme et sa destination à son partenaire libyen de confiance sans avoir à connaître le réseau qu'il mobilise effectivement.

La seconde modalité de transfert est plus complexe et combine un faisceau de créances et de dettes entre les acteurs du réseau financier. Ainsi, la somme n'est pas toujours transférée en tant que telle, ce que Ka Kin Cheuk (2021) appelle de l'argent fictif ou *funny money*. Pour le commerçant, les modalités sont peu différentes. L'argent est déposé à Ben Gardane et récupéré dans le lieu et la devise souhaitée. À ce moment-là, l'agent financier dans la place marchande de destination peut s'endetter pour livrer la somme au commerçant. En réalité, en s'endettant, il devient créancier du *sarafa* de Ben Gardane ou d'une relation intermédiaire au nom de qui il a délivré l'argent au commerçant. Cet agent financier peut être remboursé sur des transferts futurs. N'importe quel

acteur de la chaîne peut ainsi s'endetter et devenir créancier de la relation pour qui il a contracté la dette. Dans le cas de dettes contractées par les Libyens, le remboursement peut se faire en dinars libyens accumulés à Ben Gardane par les opérations de change ou bien en marchandises livrées en Libye pour la valeur de la dette. Ainsi, il peut arriver que les flux financiers s'imbriquent à ceux des marchandises qui circulent dans les deux sens. Le système gagne encore en complexité si l'on ajoute le fait que chaque chaîne d'acteurs se forme conjoncturellement pour chaque opération et que les dettes peuvent se régler d'une opération à l'autre et d'une relation à l'autre : un tiers peut en effet rembourser la dette d'un *sarafa* devenant ainsi son créancier à la place de l'agent financier initialement impliqué. Sur une partie du réseau de transfert et de change de devises en cas de réintégration des circuits financiers officiels à Dubaï, ou sur la totalité de cette route financière, le système se rapproche de la *hawala* employée par les émigrés dans l'envoi de leurs remises, mais aussi par les *traders* indiens opérant les transactions entre la Chine et Dubaï (Cheuk, 2021).

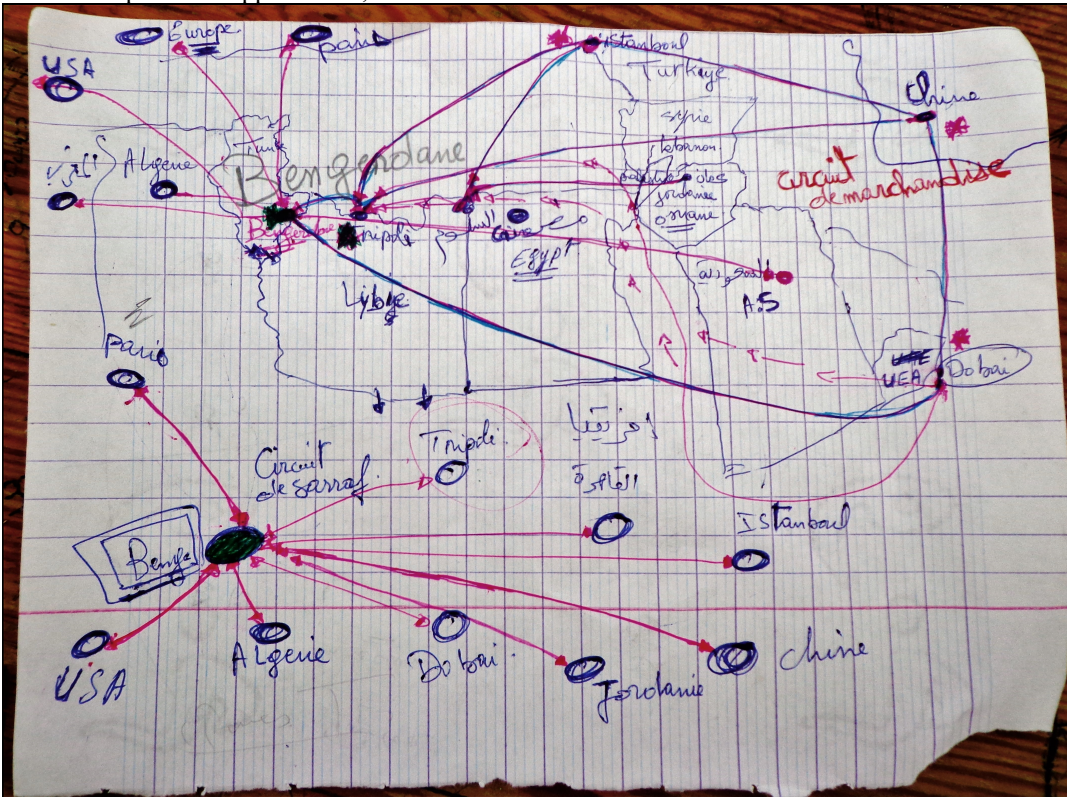
Une mondialisation financière qui véhicule un rapport original à l'espace entre réseau et rhizome

Ces éléments du réseau financier qui se déploie depuis Ben Gardane nécessitent de rappeler quelques principes. Tout d'abord, ce réseau financier est un réseau indéfini de personnes entre lesquelles circulent des acteurs financiers et commerçants et des flux de devises et de marchandises. Ce réseau peut être rapproché d'une institution au sens sociologique du terme dont le ciment est un ensemble de pratiques et de règles, la plus importante étant la confiance dans le respect des engagements que chacun place dans ses relations et dans les relations de ses relations. À ce titre, nul *sarafa* ne peut exercer sans garant et chaque relation est garantie par un ou plusieurs tiers communs de confiance. Mobiliser une relation d'un tiers sans son accord est d'ailleurs une faute grave. Celui qui la commet se voit alors exclu des garanties et ne peut plus exercer. Quel que soit le service financier mis en œuvre, la confiance est au cœur de cette mondialisation financière et remplace le contrat. Le terme même de *hawala* comprend dans sa traduction les idées de transfert et de confiance (Mahamoud, 2006). Il s'agit d'abord d'une confiance interpersonnelle développée par les acteurs qui se cooptent et se garantissent. Elle se forme dans les étapes le long des routes marchandes et financières. Dans ces territoires de densité relationnelle dont Ben Gardane est un exemple, l'activité économique s'encastre fortement dans les relations sociales. À ce titre, les dettes qui circulent comprennent une dimension sociale forte mêlant réputation, garanties de tiers, capacités éprouvées de remboursement, honnêteté. Ensuite, et au-delà du réseau personnel de chaque acteur, la confiance se porte sur les chaînes relationnelles mises en œuvre et impliquant des relations inconnues. Enfin, plus globalement encore, la confiance est placée dans l'institution même et dans sa capacité à délivrer aux clients les services proposés et à assurer des ressources à chaque acteur.

Ensuite, il faut rappeler que ce réseau est totalement décentralisé. Chaque *sarafa* dispose de son réseau personnel. Pour M. par exemple, il représente une centaine de contacts à Ben Gardane, en Libye à Tripoli, Zuwara, Zawiya, puis à Istanbul, au Caire, à Paris, à Dubaï et à Yiwu. Mais ce réseau n'est pas limité puisqu'il peut mettre potentiellement M. en relation avec les relations de ses relations (fig. 3). Par conséquent, un *sarafa* tel que M. est dans l'incapacité de dénombrer et localiser précisément les relations potentielles de son réseau au-delà de ses contacts directs. Et en cas de perte du téléphone mobile contenant les numéros de ses contacts, le *sarafa* pourra d'ailleurs simplement les demander à ses confrères qui ont partagé et garanti ces relations.

Figure 3 : Extrait de carnet de terrain : carte relationnelle dessinée par M.

La photographie est celle d'une page de carnet de terrain sur laquelle M. a dessiné alors qu'il m'expliquait le 24 avril 2014 l'étendue du réseau financier de Ben Gardane comme son imbrication avec les flux de marchandises. Parmi les lieux représentés, on retrouve les territoires familiers du commerce transnational nord-africain : Istanbul, Dubaï, mais aussi Salloum à la frontière égypto-libyenne. La Chine est indifférenciée car méconnue de M.. D'autres espaces de transaction possibles apparaissent, comme les États-Unis.



En fonction du besoin de son client pour une opération de change et de transfert, le *sarafa* peut donc former une chaîne relationnelle optimale pour répondre au service demandé. Ce qui a été appelé par convention le « réseau financier » est en réalité un faisceau d'opportunités relationnelles, totalement labiles et permises par l'interconnexion conjoncturelle de réseaux personnels toujours garantie par un tiers de confiance. Personne ne dirige un tel réseau en dépit des fantasmes de « cartels » et autres « barons » de la contrebande très ancrés dans les médias et les discours politiques. Seules la capacité financière de change et d'endettement, la richesse relationnelle et la réputation distinguent des acteurs plus importants que d'autres. Par ailleurs, Ben Gardane n'est en rien le centre du réseau financier décrit. C'est davantage un point d'entrée dans un système de connexions financières potentiellement en capacité de connecter n'importe quel marché du globe. Le concept de rhizome (Deleuze et Guattari, 1980) permet de se représenter une telle organisation socio-spatiale. En effet, ce système végétal prolifère horizontalement, de manière souterraine, en l'absence de centre (Krtolica, 2021), ce qui le rend d'ailleurs particulièrement résistant et résilient. Mobilisé ici au titre d'une métaphore heuristique, le rhizome permet de comprendre une organisation sociale et économique à la fois pleinement territorialisée, tout en déjouant les logiques classiques de centralité.

Conclusion

Ainsi, les activités financières déployées à partir de Ben Gardane témoignent de la mondialisation de la bourgade frontalière. Elles connectent la région frontalière au reste du monde plus intensément

encore que les relations marchandes, pourtant étendues et complexes. Au-delà, c'est toute une économie marchande qui peut s'intégrer aux échanges globalisés. Intrinsèquement liés, les réseaux marchands et financiers de Ben Gardane ne sont pas des objets géographiques de même nature. Les seconds semblent se dérober à l'espace-temps des circulations matérielles et aux observations.

Parmi les routes de la mondialisation à destination du marché des pauvres (Choplin, Pliez, 2018), les routes financières où circulent et s'échangent les devises sont sans nul doute les plus discrètes. Ce sont aussi celles dont le potentiel de globalisation semble le plus abouti, dans leur capacité à franchir la distance et à s'affranchir des barrières réglementaires. Ces routes sont plastiques et en constante recomposition au point d'apparaître virtuelles. Elle se jouent aussi des délimitations arbitraires entre économie formelle et informelle comme à Dubaï qui apparaît comme le lieu de commutation de ces circulations financières africaines.

Pour autant, ces circulations financières ne s'affranchissent pas de l'espace. À l'image de Ben Gardane, des lieux d'entrée aux conditions d'émergence singulières offrent un ancrage pour les sciences sociales en général et la géographie en particulier. Il en va de même pour les destinations des transferts de fonds qui suivent les points chauds de cette mondialisation discrète. La rugosité de l'espace est aussi soulignée par les dépendances observées depuis Ben Gardane, tout particulièrement aux intermédiaires libyens. Si la décennie post-révolution en Tunisie a fortement valorisé la place marchande et financière au regard des difficultés rencontrées par les acteurs de l'importation transnationale en Tunisie, elle a aussi mis à mal la capacité à circuler sur le segment tuniso-libyen de la route. Ce dernier a fréquemment été interrompu depuis 2011 par les menaces sécuritaires, puis par les conséquences de la crise sanitaire actuelle.

En dépit de ces limites bien réelles, la dimension réticulaire, à la fois sociale et spatiale, que laisse entrevoir l'approche des activités financières de Ben Gardane permet de souligner la richesse et le potentiel de connectivité d'espaces et d'économies trop souvent caricaturées et cantonnées à une situation de marginalité que l'on peut résumer ainsi : des activités non réglementaires, exercées dans des régions périphériques mal développées, par des populations aux anciennes traditions tribales soupçonnées de défiance envers l'État central. Cet exemple est aussi une invitation aux sciences sociales et aux méthodologies qualitatives à ne pas laisser de côté l'argent, à l'heure où de nombreux travaux combinent les circulations matérielles et immatérielles et parce que ces circulations financières déterminent largement le succès de l'intégration économique des territoires aux échanges.

Bibliographie

Ayadi L., Benjamin N., Bensassi S., Raballand G. (2014). « An Attempt to Estimating Informal Trade Across Tunisia's Land Borders ». *Articulo - Journal of Urban Research*, n°10.

En ligne : <https://journals.openedition.org/articulo/2549>

Ayimpam S, Kahola O. (2017). « Le Mobile Banking au Congo : Une innovation qui séduit dans un contexte de méfiance des banques ». *La Microfinance*, n°3, p. 66-69.

Bava S. (2001). « Chroniques d'un pague ». In Peraldi M. (dir.), *Cabas et containers. Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, Paris, Maisonneuve et Larose, p.315-327.

Belguidoum S., Pliez O. (2015). « Pratiques transnationales dans un comptoir de « la Route de la soie » : Algériens et Égyptiens à Yiwu (Chine) ». *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde arabe et la Méditerranée*, n° 26. En ligne : <https://journals.openedition.org/emam/927>

Belguidoum S., Pliez O. (2019). « La géographie discrète des réseaux transnationaux entre l'Algérie et la Chine ». *Confluences Méditerranée*, vol. 109, n° 2, pp. 63-76.

Bennafla K. (2014). « État et illégalisme : quelle géographie ? Une approche par les flux marchands depuis l'Afrique et le Moyen-Orient ». *Annales de géographie*, n° 700, p. 1338-1358.

Benbouzid A. (1999). « Réseaux financiers et marchés parallèles de devises. Des Algériens dans l'économie informelle. », *Revue européenne de migrations internationales*, Vol. 15, n° 2, Emploi, genre et migration, p. 123-139.

Benbouzid A. (2003). « Réseaux sociaux et construction de la confiance dans le change informel franco-algérien ». *Espaces et sociétés*, n° 4, p. 215-222.

Boubakri H. (2006). « L'autre face de la Jeffara (Sud-Est tunisien) : mobilité transfrontalière, migration internationale et dynamiques territoriales ». In Genin D. et al., (dir.), *Entre désertification et développement. La Jeffara tunisienne*, Cérès éditions, IRD, IRA, Tunis, p. 197-213.

Cheuk K. K. (2021). "Funny Money Circulation and Fabric Exports from China to Dubai Through Indian Trading Networks". *American Behavioral Scientist*, 00027642211020056.

Chevriillon-Guibert R. (2007). « Les réseaux zaghāwa du souk Libya », *Outre-Terre*, 2007/3 (n° 20), p. 123-140.

Choplin A., Pliez O. (2018). *La mondialisation des pauvres. Loin de Wall Street et de Davos*. Paris, Seuil, 108 p. ISBN : 2021366529

Deleuze G., Guattari F. (1980). *Mille plateaux*. Paris : Éditions de Minuit.

Doron A. (2017). « Les souks Libya : circulations migratoires et marchandes entre Sahel et Méditerranée », in Choplin A., Pliez O., Mareï N. (dir.), *L'Afrique du Sahel et du Sahara à la Méditerranée*, Atlante, coll. Clefs Concours.

Doron A. (2018). *Routes tunisiennes de l'échange marchand. Géographie post-révolution d'un réseau de marchés mondialisés*. Toulouse, Université Toulouse 2 Jean-Jaurès, thèse de doctorat en géographie, 550 p.

Doron A. (2020). « Ben Gardane, une marge au centre des réseaux marchands mondialisés en Tunisie », *actes du colloque du Collège International des Sciences du Territoire (CIST)*, session B 'Population, Temps, Territoires'. En ligne : <https://cist2020.sciencesconf.org/>

El Qorchi M. (2002). « Hawala, Comment fonctionne ce système informel de transfert de fonds et faut-il le réglementer ? », *Finances et Développement*, vol. 39, n°4, p. 31-33.

Godefroy T. (2002). « Les flux financiers de l'économie de bazar et la question des systèmes informels de transfert de fonds ». In Peraldi M. (dir.), *La fin des norias? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris, MMSH, Maisonneuve et Larose.

Krtolica I. (2021). « Le rhizome deleuzo-guattarien « Entre » philosophie, science, histoire et anthropologie », *Rue Descartes*, 2021/1 (N° 99), p. 39-51.

Labaronne D. (2013). « Les difficultés de l'intégration économique régionale des pays maghrébins ». *Mondes en développement*, n° 163, p. 99-113.

Lelart M. (2002). « L'évolution de la finance informelle et ses conséquences sur l'évolution des systèmes financiers ». *Mondes en développement*, vol. n° 119, no. 3, pp. 9-20.

Lelart M. (2006). *De la finance informelle à la microfinance*. AUF et Éditions des Archives Contemporaines. ISBN : 2914610297.

Mahamoud I. (2006). « Les hawalas : les systèmes informels de transfert des fonds », Communication aux Journées scientifiques du réseau « Analyse économique et développement », 7-8 septembre, Paris, URL : <https://mpira.ub.uni-muenchen.de/id/eprint/48883> Mahmoud A. H. M. (2002). « Londres au carrefour des réseaux migrants et financiers. Les hawalas comme analyseur de la diaspora Somalie ». In Peraldi M. (dir.), *La fin des norias? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris, MMSH, Maisonneuve et Larose.

Malit Jr F. T., Al Awad M., Naufal G. (2017). "More than a criminal tool: the Hawala system's role as a critical remittance channel for low-income Pakistani migrants in Dubai". *Remittances Review*, 2, 63-88.

Meddeb H. (2012). *Courir ou mourir : Course à el khobza et domination au quotidien dans la Tunisie de Ben Ali*, thèse de doctorat, CERI-SciencePo, Paris, 475 p.

Peraldi M. (dir.) (2001). *Cabas et containers. Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*. Paris, Maisonneuve et Larose, 361 p. ISBN : 2706815175

Peraldi M. (2007). « Aventuriers du nouveau capitalisme marchand. Essai d'anthropologie de l'éthique mercantile ». In Adelkhah F., Bayart J.-F. (dir.), *Voyages du développement. Émigration, commerce, exil*, Recherches Internationales, Karthala, Paris, p. 73-113.

Pérouse J.-F. (2007). « Transits maghrébins à Istanbul : trajectoires, profils et stratégies ». *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*. n° 119-120.

En ligne : <https://journals.openedition.org/remmm/4183>

Portes A. (1999). « La mondialisation par le bas, l'émergence de communautés transnationales ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 129, p. 15-25.

Tabib R. (2011). *Effets de la frontière tuniso-libyenne sur les recompositions économiques et sociales des Werghemmas, de la possession à la réappropriation des territoires*. Thèse de doctorat en géographie, CITERES, Tours.

Tarrius A. (1995). « Naissance d'une colonie : un comptoir commercial à Marseille », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol. 11, p. 21-52.

Tarrius A. (2002) *La mondialisation par le bas : les nouveaux nomades de l'économie souterraine*. Paris, Balland, coll. Voix et regards, 220 p. ISBN : 2715814267